

PARÂT TOUS LES 15 JOURS  
A DISCUTER, A REPRODUIRE,  
A FAIRE CIRCULER  
Abonnement (2 carnets de timbres  
pour un an)

**Cinquième zone**  
11, rue S. ALLENDE  
92220 BAGNEUX

**TEL : 06 03 63 70 61**

Sur Internet :  
[www.multimania.com/zone5](http://www.multimania.com/zone5)

28 février 1999  
N°67

**CINQUIÈME  
ZONE**

### Aux lecteurs de Cinquième zone

- 1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).
- 2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

**Nom :**

**Prénom :**

**Téléphone :**

**Adresse :**

## LES KURDES, VICTIMES DES GRANDES PUISSANCES

L'enlèvement d'Abdullah Öcalan le leader de l'un des principaux partis nationalistes kurdes par les services spéciaux turcs (aidés par les Américains et leurs complices) a déclenché une violente vague de manifestations des Kurdes en Europe.

La situation de ce peuple mérite d'être connue. Loin d'être une histoire de gens qui s'égorgeaient pour des raisons obscures, l'affaire devient limpide quand on connaît le dessous des cartes et la responsabilité des grandes puissances (Grande-Bretagne, France, les Etats-Unis). Et ça remonte à loin.

Avant la première guerre mondiale, le Moyen-Orient était possession de l'Empire Ottoman, héritier très affaibli du vieil empire musulman. En 1918, cet Etat (allié de l'Allemagne), s'effondre. Les vainqueurs (la Grande-Bretagne et la France) se partagent la région (traité de Sèvres, 1920). L'Empire Ottoman disparaît, remplacé par la Turquie et, taillés dans l'ancien empire, une demi-douzaine de pays nouveaux sont artificiellement créés et placés sous l'autorité des vainqueurs : la Syrie et le Liban, protectorats français, la Palestine, la Jordanie, l'Irak et l'Arabie saoudite, sous le contrôle britannique.

Bien entendu, ces découpages se font entre diplomates et officiers français et anglais, à Paris ou à Sèvres. Les populations n'apprendront que bien longtemps après, à la couleur de l'uniforme des soldats et à la monnaie dans laquelle on leur demande de payer l'impôt qu'elles sont devenues irakiennes, palestiniennes ou syriennes. Mais pas kurdes. Le traité de Sèvres avait bien prévu la création d'un état kurde (l'un des peuples les plus nombreux de la région). Mais, encouragés par Paris et Londres qui convoitent le pétrole du sud-kurdistan, ses voisins se partagent le Kurdistan mort-né. La Turquie en récupère la majeure partie tandis que l'Irak et l'Iran prennent le reste.

Depuis 80 ans, les Kurdes subissent la tyrannie de celui des Etats qui a confisqué la partie de Kurdistan où ils vivent. Irak, Iran et Turquie rivalisent de barbarie : napalm, gaz, pendaisons, mitraillages, massacres, destruction systématique des villages et des récoltes, purification ethnique. Ce qui n'empêche aucun des massacreurs de Kurdes, au gré des rivalités entre eux, de pousser à la guerre les chefs kurdes des deux autres pays -souvent eux-mêmes des aspirants dictateurs en conflit entre eux.

La responsabilité des grandes puissances est écrasante. Au Moyen-Orient et ailleurs. Il suffit de regarder un planisphère pour le constater. Si les frontières entre les pays du Moyen-Orient ou d'Afrique sont rectilignes, c'est qu'elles ont été tirées à la règle, par

commodité, sur des cartes d'Etat-major, à Paris et à Londres, en fonction des intérêts et des rapports de force des grandes puissances et d'elles seules. Et peu importe que ces frontières artificielles séparent des tribus, des familles, des populations que tout unissait ou en condamnent d'autres à coexister contre leur gré.

Dans ces pays, les frontières sont un héritage de la colonisation et le cadre de l'oppression des minorités. Le martyre du Kurdistan en est un sanglant exemple. Les bourreaux se trouvent à Ankara, les maîtres sont à Washinton, Londres, Paris, etc.



Les Kurdes sont 24 millions, dont 12 millions en Turquie où ils constituent 20% de la population. La répression contre eux est terrible : 30 000 morts, 4 000 villages rasés, 2 000 000 de personnes "déplacées", des centaines de victimes des "escadrons de la mort turcs". Akin Birdal, défenseur des droits de l'homme, est emprisonné. Leyla Zana condamnée à 15 ans de prison pour avoir parlé kurde dans l'enceinte du parlement. Ismaïl Besikci emprisonné à vie pour avoir dit que le peuple kurde existe.

#### DEUX EXEMPLES

En Iran, les Kurdes furent féroceement réprimés par Khomeiny pendant que ceux d'Irak recevaient son appui ... avant qu'en 1988, à la fin de la guerre Iran-Irak, il les trahisse et les livre aux gaz et au napalm de Saddam.

En 1991, après la guerre du Golfe, les soldats américains qui occupaient une partie de l'Irak ont laissé passer les blindés de Saddam chargés de réprimer la révolte kurde que la victoire occidentale avait entraînée.

**LADA MA XEMPARA NDANGYE<sup>(1)</sup>**

A la suite de la plainte d'une jeune femme de 24 ans, rituellement mutilée à huit ans, l'exciseuse africaine a été condamnée par un tribunal parisien. Elle a reconnu être intervenue (sans anesthésie) sur des dizaines de fillettes, à la demande de leurs parents. L'excision et l'infibulation, véritables mutilations du sexe des femmes, sont encore pratiquées dans de nombreux pays du Moyen orient et d'Afrique (où le Sénégal a été le premier à l'interdire).

Bien sûr, l'affaire a provoqué l'indignation hypocrite de certains journaux ou de certains hommes politiques et alimenté leurs insinuations racistes.

Pourtant, que des millions de femmes subissent encore ces mutilations dans des pays qui, pour la plupart, ont été colonisés par la France ou le Royaume-uni pendant des dizaines d'années dit ce qu'a été en réalité la "mission civilisatrice de la colonisation" : les yeux fermés sur le sort de la population, et des femmes encore davantage, mais la main mise sur les richesses des pays colonisés (les matières premières, la production agricole et minière, les hommes). Alors, leurs leçons de morale, les héritiers des colonialistes, peuvent se les garder.

Pourtant la mutilation de millions de fillettes ne peut être pas ignorée (et encore moins l'approuvée !) au nom de la tradition, de la religion ou du folklore. Nombre de sociétés, y compris occidentales, ont eu, dans le passé, des pratiques qui, aujourd'hui, font froid dans le dos : par exemple la coutume charmante de brûler vives celles que la rumeur accusait de sorcellerie ou celle de torturer systématiquement tous ceux soupçonnés d'un délit, en pariant que Dieu donnerait aux innocents la force de survivre et de ne pas avouer.

Les choses ont évolué parce que des hommes et des femmes courageux n'ont pas accepté de dire Amen à ce qu'on leur présentait comme des "vérités éternelles". Ce n'est pas parce qu'une habitude existe qu'elle a toujours existé et moins encore qu'elle doit continuer de régner. Sinon, on en serait encore à la hache de pierre ! Il faut faire évoluer les choses dans le bon sens. Il faut que les jeunes (et les moins jeunes !), et d'abord ceux issus des pays où la tradition est encore vivace, agissent pour que des pratiques d'un autre âge disparaissent. On est en l'an 2 000 ! Il faut que la barbarie recule. Celle-là et les autres !

<sup>(1)</sup> Tradition ou exagération, en Soninké

**CINQUIEME ZONE**

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui s'y posent. Les quartiers les plus pauvres sont aussi les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Ils sont ceux où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou ceux qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Chômage, précarité, pauvreté, racisme, violence, sont les produits d'une société injuste qu'il faut combattre. Faute de quoi l'injustice et la misère seront le terreau des fanatismes.

**PRIVILEGES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !**

On ne le sait pas, ou du moins on ne le dit pas assez, mais il fait bon vivre en France, pays des privilèges et des privilégiés.

Comme les fonctionnaires. Ils ne travailleraient que 37 heures, c'est-à-dire 35 qui en réalité n'en font que 28 mais véritablement 8 heures par semaine sans compter les pauses café. Attention ! Pas tous les fonctionnaires ! Les petits seulement : employés des PTT, de la RATP, de la Sécurité sociale, de l'Education nationale. Les hauts-fonctionnaires comme Jospin, Juppé et Chevènement, eux, travaillent énormément. C'est le gouvernement qui le dit, c'est sûrement vrai : les fonctionnaires (sauf Juppé et Jospin) sont des privilégiés.

Mais ils ne sont pas les seuls. Il y a aussi tous ces feignants de la SNCF qui ne font que jouer avec des trains électriques. Et tous ces salariés (88% de la population active) qui ont un emploi et un salaire alors que les 12% restants chôment. Les chômeurs ? Ca vit grasement des indemnités, ça se lève pas et ça regarde Guy Lux toute la journée. C'est des gros privilégiés, j'te les foutrais tous au RMI. Encore qu'avec le RMI et quelques heures au black, j'en connais qui sont de drôles de privilégiés. Y'en a même un qu'a mis un moteur de mobylette sur son caddy pour pas avoir à pousser quand y fait ses courses au super-marché. Finalement, faudrait peut-être leur supprimer à tous leur salaire, leurs indemnités de chômage et leur RMI (sauf à Jospin et à Juppé qui travaillent durement). Bref, au total, on doit en être à 93 ou 94% de privilégiés dans ce pays. On comprend que les 6 ou 7% "d'investisseurs", de "dirigeants" et de "décideurs", eux qui font tout dans le pays (et dans le monde !), eux qui produisent tout, qui organisent tout, qui nourrissent tout le monde, l'habillent, le transportent, le vêtent, le chauffent, le soignent, l'éduquent, le font rêver et le cultivent soient furieux : 94% de tocards qui ne gagnent même pas 50 000 francs par mois exploitent 6% d'acteurs économiques intelligents efficaces et dévoués qui en gagnent seulement dix fois plus ou davantage. C'est dégueulasse !

Rachid

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Fascistes et intégristes se font la courte-échelle.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, les jeunes en particulier, n'ont pas d'autre solution que de reprendre le combat collectif des opprimés contre les oppresseurs. C'est par les armes de l'action politique et syndicale que les générations passées avaient obtenu les améliorations dont nous continuons (de moins en moins, il est vrai), à bénéficier. C'est en reprenant ces traditions de combat que nous enrayerons la spirale de la pauvreté.